

DÉLIBÉRATION 2025 47 –

Approbation du Budget primitif 2026 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 9 décembre 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées pour l'année 2026. Ce dernier est établi et équilibré sur la base des prévisions.

Comme indiqué lors du débat d'orientation budgétaire du 12 novembre 2025, le budget principal 2026 est construit sur la base d'un appel à contribution des collectivités adhérentes pour participer au financement et à l'équilibre du socle commun défini par les statuts du 2 décembre 2024, c'est-à-dire les affaires présentant un intérêt commun de tous les membres, notamment les études relatives aux mobilités partagées, les missions de coopération ou de coordination et la gestion de la fin de la compétence Autolib'.

Il vous est proposé de voter le budget primitif de la manière suivante.

Dépenses de fonctionnement (15 534 600 €)

○ Dépenses réelles de fonctionnement (3 295 600 €) :

Charges de personnel :

1 684 000 € (51,10% des dépenses réelles)

La masse salariale totale de l'Agence (budget principal et budget annexe) est globalement maîtrisée et représente 1 684 000 € en 2026 contre 1 624 800 € en 2025, en hausse de 59 200 €, soit une augmentation de 3,64 %.

Les charges de gestion courante de l'Agence :

720 300 € sont proposés à l'inscription en 2026 soit 21,86 % des dépenses réelles.

Ces charges regroupent l'ensemble des frais de fonctionnement de l'Agence, dont notamment les honoraires (78 000 €), les contrats de prestation de service (28 500 €), le loyer (377 000 €), etc

Ces charges enregistrent une baisse de 351 830 €, soit -32,82 % par rapport à 2025.

Autres charges de gestion courante et indemnités des élus :

891 300 € (27,05 % des dépenses réelles) comprenant notamment 733 800 € de remboursement d'intérêts d'emprunt.

○ **Dépenses d'ordre (12 239 000 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent :

- Aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station), du matériel et du mobilier acquis par l'Agence pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux) pour 3 382 000 €.
- Aux dotations aux provisions pour charges exceptionnelles différées pour 8 600 000 € et aux dotations pour risque et charge pour 257 000 €.

**Recettes de fonctionnement
(15 534 600 €)**

○ **Recettes réelles de fonctionnement (12 690 600 €) :**

Contribution des collectivités adhérentes :

10 933 600 € (86,16 % des recettes réelles) répartis comme suit :

- **1 103 000 €** pour la contribution de fonctionnement (fixée à 991 € par station) permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Agence.
- **9 830 600 €** correspondant aux remboursements des collectivités ayant opté pour l'étalement des indemnités à la suite de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris sur le contentieux avec la Société Autolib'.

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la Régie Velib' (refacturation) :

1 742 500 (13,73 % des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au budget annexe.

Produits divers :

14 500 €

○ **Recettes d'ordre (2 844 000 €)**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station).

Dépenses d'investissement (11 149 000 €)

○ Dépenses réelles d'investissement (8 305 000 €) :

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent le remboursement du capital de l'emprunt pour 8 250 000 € et les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux pour 55 000 €

○ Dépenses d'ordre (2 844 000€) :

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent au transfert au compte de résultat de la quote-part des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station).

Recettes d'investissement (13 149 000 €)

○ Recettes réelles d'investissement (15 400 €) :

Les recettes réelles d'investissement correspondent au FCTVA pour 15 400 €

○ Recettes d'ordre (11 982 000 €) :

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement. Elles correspondent aux charges à étaler pour 8 600 000 € et aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 000 à 60 000 € par station), et aux amortissements en matériel et mobilier acquis par l'Agence pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux), soit 3 382 000 €.

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en suréquilibre de **848 400 €** du fait des opérations d'ordre.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2025 47 –

Approbation du Budget primitif 2026 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 9 décembre 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création de l'Agence ;
Vu l'instruction budgétaire M57 ;
Vu les statuts de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées ;
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2023 34 du 10 octobre 2023 adoptant à compter du 1^{er} janvier 2024 la nomenclature M57 développée pour les budgets de l'Agence ;
Vu la délibération 2023 35 du 10 octobre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier de l'Agence et relative aux amortissements et immobilisations ;
Vu la délibération 2025 40 du 12 novembre 2025 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;
Vu la délibération 2025 46 du 9 décembre 2025 portant sur les montants des contributions à l'Agence ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal de l'Agence pour le socle commun pour l'exercice 2026 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : **15 534 600** euros
- Recettes : **15 534 600** euros

Investissement

- Dépenses : 11 149 000 euros
- Recettes : 11 997 400 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2026 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.



Le Président,

Sylvain Raifaud

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251209-2025-47-DE
Date de télétransmission : 10/12/2025
Date de réception préfecture : 10/12/2025